



Lisa Kolbasa / Shutterstock.com

Théorie du nationalisme libéral

par
Jesús Huerta de Soto



Jesús Huerta de Soto est titulaire d'un doctorat en sciences économiques et d'un doctorat en droit de l'Université Complutense de Madrid. Depuis 2000, il est Professeur d'économie politique à l'université Roi Juan Carlos de Madrid. Il a publié de nombreux travaux de recherche et ouvrages dont certains ont été traduits en français ; notamment *L'école autrichienne. Marché et créativité entrepreneuriale* (Institut Charles Coquelin, 2008), *Socialisme, calcul économique et fonction entrepreneuriale* (L'Harmattan, 2014), *La théorie de l'efficience dynamique* (L'Harmattan, 2017) et *Monnaie, crédit bancaire et cycles économiques* (L'Harmattan, 2011).



Introduction

Le problème du nationalisme et l'existence des nations conduisent en général à une grande inquiétude parmi les penseurs libéraux d'aujourd'hui. D'une part, ils reconnaissent que le nationalisme a joué un rôle prépondérant et sain, par exemple en créant un climat favorable à la chute des régimes communistes d'Europe de l'est, et en s'opposant, dans certaines occasions historiques, à un étatisme interventionniste et centralisateur. Par ailleurs, certains dirigeants libéraux européens importants comme Margaret Thatcher ont défendu dans le passé le rôle de la nation comme un élément irremplaçable de l'équilibre pour lutter contre les tendances interventionnistes et centralisatrices qui sont devenues évidentes dans le processus d'unification de l'Europe. Enfin, on peut observer qu'une décentralisation nationaliste peut mettre en œuvre un processus spontané de concurrence qui tend à réduire les mesures réglementaires et interventionnistes qui proviennent des organes centraux du pouvoir étatique¹.

Toutefois, en revanche, il faut reconnaître que le nationalisme a eu, à plusieurs reprises, des conséquences importantes qui vont à l'encontre de la liberté des êtres humains. Ainsi, sans avoir besoin de revenir aux tragédies impliquées par la montée du nazisme en Allemagne et en Italie pendant la première moitié du siècle dernier, il est facile de rappeler la tragédie de la guerre qui a eu lieu entre les pays de l'ex-

¹ Ainsi, à titre d'exemple, on peut voir comment une saine concurrence fiscale entre les "communautés autonomes" en Espagne a conduit à éliminer de *facto* l'impôt sur les successions entre parents dans un grand nombre d'entre elles, ce qui signifie une amélioration très importante pour de nombreux citoyens de l'Espagne. Ce résultat a été systématiquement contesté par la plupart des administrations locales interventionnistes (comme celle de la Catalogne) avec le soutien du gouvernement central de l'Espagne à Madrid.



Yougoslavie ou la façon dont les différentes libertés de choix ont été piétinées, par exemple, par les gouvernements successifs de la Catalogne. Il semble donc évident qu'il est nécessaire d'élaborer une théorie du nationalisme qui permette à ces problèmes d'être correctement analysés et qui explique et rende possible pour des libéraux d'adopter une position cohérente sur les problèmes posés par la notion de nation, de nationalisme, de sécession et par les relations entre les différentes nations.

Concept et caractéristiques de la nation

La nation peut être définie comme un sous-groupe du processus social de coopération que nous pouvons appeler « société civile ». C'est un ordre spontané et vivant d'interactions humaines, qui est constitué d'une série déterminée de comportements culturels, linguistiques, historiques, religieux et, avec beaucoup moins d'importance, de nature raciale. Parmi toutes les habitudes comportementales qui constituent l'essence d'une nation, on doit distinguer la langue maternelle ou la langue spontanément partagée par le groupe national, ce qui constitue un des signes les plus importants de l'identité nationale².

L'essence du concept de nation que nous venons de décrire est conforme à la théorie sur l'origine, la nature et le développement des institutions sociales que nous devons à l'école autrichienne d'économie³. En fait, l'école autrichienne explique

² C'est en ce sens que nous devrions comprendre, par exemple, le titre de l'ouvrage de Winston Churchill : *Une histoire des peuples anglophones*, quatre volumes, Cassel and Co., Londres, 1956-1958.

³ Sur la théorie autrichienne de l'évolution des institutions sociales et du concept de société, entendue comme un processus spontané, voir Carl Menger, *Investigations into the Method of the Social Sciences with Special Reference to Economics*, New York : Presses de l'Université de New York, 1985, p. 158.



l'émergence spontanée et évolutive des institutions sociales (culturelles, morales, juridiques, économiques, linguistiques) comme le résultat d'un processus décentralisé d'interactions humaines, généralement déterminé par quelques personnes qui, dans chaque circonstance historique, bénéficient de leur plus grande vivacité d'esprit d'entreprise et de leur perspicacité lors de la découverte des formes les plus appropriées du comportement pour atteindre leurs objectifs particuliers. Les types de comportement qui réussissent et qui sont testés dans des processus sociaux de tâtonnement, par l'apprentissage et l'imitation, ont tendance à s'étendre dans tout le corps social. Ceci explique pourquoi les institutions sociales sont dans un processus constant d'évolution et que, dans le cas particulier de la nation, en même temps que pour tous les signes linguistiques et culturels qui la constituent, elles sont en constante évolution, elles se chevauchent et elles sont en concurrence avec d'autres ordres nationaux qui, eux aussi, continuellement émergent, grandissent, se développent et, peut-être, peuvent stagner ou même disparaître quand ils sont absorbés par d'autres nationalités et d'autres langues qui sont plus fructueuses, plus développées, plus riches ou plus larges. En bref, les nations sont simplement des réalités sociales évolutives, essentiellement unies par une langue commune et d'autres caractéristiques historiques ou culturelles, qui émergent spontanément et évoluent et qui sont constamment en concurrence avec un beaucoup plus large " marché " de nations – à savoir le monde entier – sans qu'il soit possible de savoir *a priori* ce que sera le destin historique de chaque nation ou, encore moins, quels pays spécifiques pourront l'emporter ou pourront subsister à l'avenir⁴.

⁴ Concernant l'analyse des nations comme des ordres spontanés ou des sous-groupes de la société civile qui sont en concurrence dans le processus



Il est important de reconnaître les relations intimes qui existent entre les institutions juridiques et économiques et le sous-groupe de la société civile que nous avons appelé la *nation*. En fait, la société est simplement un processus extrêmement complexe d'interactions humaines, qui sont essentiellement des relations d'échanges faites par des êtres humains à l'aide d'une langue qui leur est souvent commune et qui constitue le substrat de base de toute nation. En outre, les interactions humaines sont effectuées conformément aux normes, règles ou habitudes comportementales qui constituent le Droit, non seulement dans le sens habituel de la législation, mais comme étant toute une constellation de comportements considérés comme conformes à la morale, de règles d'éducation, de politesse, d'habitudes vestimentaires, de croyances, etc., qui, en définitive, constituent le concept de nation. Les groupes sociaux qui adoptent des comportements ainsi inspirés et qui sont les plus appropriés pour la réalisation des objectifs qu'ils poursuivent prévaudront sur le

social avec d'autres ordres nationaux, on peut se reporter au livre de Ludwig von Mises : *Nation, State and Economy : Contributions to the Politics and History of our Time*, New York et Londres, New York University Press, 1983. Cet ouvrage est la traduction anglaise du livre publié à l'origine par Ludwig von Mises, juste après la première guerre mondiale, avec le titre *Nation, Staat und Wirtschaft : Beiträge zur Politik und Geschichte der Zeit*, Leipzig et Vienne, Manzsche Verlags-und Universitäts-Buchhandlung, 1919. Les idées suggestives de Mises sur le nationalisme ont été ultérieurement développées dans son livre remarquable *Omnipotent Government : The Rise of the Total State and Total War*, New York : Arlington House, 1969 (première édition publiée en 1944 par Yale University Press). Ludwig von Mises était un témoin unique et spécialement qualifié des événements historiques qui ont fait les deux guerres mondiales du siècle dernier ce que, avec son discernement habituel, il explique comme étant la suite du socialisme et de l'interventionnisme d'origine nationaliste.



reste grâce à un processus sélectif et spontané, qui est en constant changement. L'être humain ne possède pas les informations nécessaires pour concevoir consciemment ces processus sociaux complexes, car ils contiennent un énorme volume d'informations et de connaissances pratiques constitué par tout ce que les êtres humains qui agissent dans la société apprennent et découvrent continuellement. Par conséquent, l'utilisation de la contrainte ou de la violence physique pour imposer certains comportements jugés conformes à l'esprit de la nation est condamnée à l'échec, précisément pour les mêmes raisons qui rendent impossible, du point de vue théorique, de coordonner la vie dans la société par des ordres coercitifs. En d'autres termes, le théorème de l'impossibilité du socialisme, découvert par les théoriciens de l'école autrichienne (Mises et Hayek) est pleinement applicable à l'objectif consistant à imposer violemment un résultat déterminé du processus social dans le domaine de la nationalité⁵. Quelque chose que la plupart des nationalistes ne parviennent pas à comprendre.

Les explications qui précèdent, ainsi que la nature constamment dynamique d'une réalité nationale, ne permettent pas d'accepter le principe qu'un État avec des frontières fixes spécifiques doit correspondre à chaque nation. En effet, si nous comprenons la nation comme un sous-groupe de la société civile en évolution constante et en cours d'expérimentation, il est évident qu'il existera toujours un volume important d'êtres humains dans le processus d'expérimentation nationale qui sera influencé, à une plus ou moins grande échelle, par des comportements nationaux différents, sans qu'il soit possible de

⁵ Voir mon article intitulé « Entrepreneurship and the Economic Analysis of Socialism », paru dans Gerrit Meijer (éd.), *New Perspectives on Austrian Economics*, Londres et New York: Routledge, 1995, p. 228–253 (chapitre 4 de ce livre).



savoir si, en dernière analyse, ils se retrouveront pris en charge par la culture d'une nation ou d'une autre, ou s'ils en constitueront enfin une nouvelle. Nous savons que les nations sont constamment en concurrence, qu'elles évoluent et qu'elles se chevauchent, ce qui, du point de vue de la conception de la nationalité comme une réalité historique de nature dynamique, les empêche d'être liées à un espace géographique déterminé de manière rigide et définitive. Toute tentative pour transformer par la contrainte une telle réalité sociale évolutive en une nation enfermée dans des frontières préétablies et rigides ne générera, en dernière analyse, que des conflits et des guerres insolubles, avec un grand coût humain et social qui finira par menacer l'existence de la réalité nationale elle-même⁶. Au contraire les nationalités comprises comme étant des sous-groupes de la société civile ne peuvent avoir des garanties de survie que dans un processus de concurrence internationale, développé dans un environnement de liberté, avec les principes directeurs essentiels que nous analysons dans la section suivante.

Les principes essentiels du libéralisme national

Il y a quatre principes essentiels qui régissent une relation saine, pacifique et spontanée entre différentes nations : le principe de l'autodétermination, le principe de la liberté totale du commerce entre les nations, le principe de la liberté d'émigration et d'immigration et le principe d'un système monétaire

⁶ C'est là le seul argument que Ludwig von Mises concède dans le débat qui l'oppose à Salvador de Madariaga : « On pourrait comprendre que Sir. Madariaga rejette les revendications de ces groupes linguistiques [Catalans et Basques] sur la base qu'il est impossible de tracer des frontières non contestées et que leur indépendance n'éliminerait donc pas, mais perpétuerait les causes du conflit ». *Omnipotent Government: The Rise of Total State and total War*, Yale University Press, Now Haven, CT, 1944, Introduction, V, p. 16.



international spontané et non étatique comme l'étalon-or pur classique. Nous allons analyser chacun de ces principes dans ce qui suit.

Le principe de *l'autodétermination* signifie que chaque groupe social (défini ou non par sa nationalité) doit avoir, à tout moment, la possibilité de décider librement dans quel état politique il tient à être inclus. En d'autres termes, chaque sous-groupe de la société civile doit être libre de décider à quel groupe politique il souhaite appartenir. Ainsi, il est possible qu'une nation spécifique soit, conformément à la volonté librement exprimée de ses membres, dispersée entre plusieurs États. C'est le cas, par exemple, avec la nation anglo-saxonne – sans doute la plus influente, la plus vive et la plus fructueuse des nations à l'heure actuelle dans l'histoire – qui est disséminée entre différents États politiques, dont les États-Unis et le Royaume-Uni sont, sans aucun doute, les plus importants. La nation où l'on parle allemand peut aussi être mentionnée, avec plus de 100 millions de membres répartis en trois États européens importants : Allemagne, Autriche et Suisse romande. Il est également possible pour des nationalités différentes de former un seul État. Ainsi, la Suisse comprend une série de cantons qui appartiennent à trois nations différentes, l'allemand, le français et l'italien. De même, dans le cas de l'Espagne, au moins trois groupes nationaux peuvent être considérées comme existant : les castillans, les catalans et les basques⁷.

⁷ Le diagnostic de Fernando Pessoa est peut-être plus exact lorsqu'il considère qu'il existe trois nations différentes dans la péninsule ibérique, le castillan, le catalan et la nation galico-portugaise, regroupées dans deux États : l'Espagne et le Portugal. Pessoa ne fait pas référence à la nation basque, peut-être parce qu'il la considère comme une nation en régression qui a presque complètement disparu et qui a été incluse dans d'autres. Voir ses articles « Para



En ce qui concerne le principe de l'autodétermination, il faut toutefois faire deux observations. En premier lieu, la décision pour décider ou non de faire partie d'un certain Etat politique ne résulte pas nécessairement d'une décision explicite (bien que nous ne devrions pas rejeter l'idée que, dans certaines circonstances historiques, une sécession peut être décidée par organisation d'un référendum, ce qui a été le cas récemment pour les nations tchèque et slovaque). Bien souvent, la décision de faire partie d'un certain Etat est révélée par la coutume, c'est-à-dire par le souhait d'une certaine nation de faire partie et de vivre avec d'autres groupes linguistiques au sein d'un Etat spécifique, qui a implicitement été confirmée historiquement par la majorité de ses membres. La deuxième observation est que le principe d'autodétermination ne se réfère pas exclusivement à la possibilité que, appliquant le critère de la majorité, les êtres humains qui vivent dans un certain milieu géographique devraient décider si oui ou non ils souhaitent appartenir à un certain Etat conformément à leur appartenance nationale, mais ce principe doit également être appliqué en général à tous les niveaux et dans tous les sous-groupes de la société civile, qu'ils soient ou non liés par leur nationalité. Ceci signifie que l'existence des nations qui décident librement d'être dispersées dans différents États est parfaitement compatible avec le principe d'autodétermination et, en outre, il faut aussi accepter que, au sein d'une même nation et Etat, des groupes minoritaires fassent sécession, se séparent ou rejoignent un autre Etat, en fonction de

o Ensaio 'Iberia' » et « Principios do Nacionalismo Liberal », inclus dans Fernando Pessoa, *Obra Poética e em Prosa*, vol. III, Lello & Porto : Irmão editores, 1986, p. 979–1009 et 1125–1136.



leurs intérêts spécifiques⁸. Par conséquent, il est nécessaire d'éviter la situation où un certain groupe national qui a décidé de se séparer d'un Etat où il était en minorité utilise ensuite également la coercition systématique dont il a souffert précédemment pour assujettir d'autres groupes nationaux ou sociaux minoritaires qui font partie de ce groupe.

Le deuxième principe essentiel qui doit régir les relations entre les nations est une totale *liberté de commerce* entre eux. En effet, si des nations sont déterminées à établir des frontières géographiques spécifiques qui les séparent, à placer des obstacles à la liberté du commerce et à créer des réglementations interventionnistes et des mesures protectionnistes, alors, inévitablement, la nécessité d'organiser leur économie et leur société sur la base d'un principe d'autarcie autosuffisante verra le jour. L'autarcie n'est pas viable du point de vue économique puisqu'aujourd'hui, compte tenu du niveau élevé de développement de la division internationale du travail, aucune zone géographique ne possède toutes les ressources rares nécessaires pour maintenir la prospérité d'une économie moderne, ce qui signifie qu'une nation protectionniste va être continuellement incitée à pratiquer l'expansion de ses frontières afin d'obtenir plus de ressources économiques, matérielles et humaines. Cela signifie que le protectionnisme dans le domaine national génère inévitablement la logique du conflit et de la guerre, qui se justifie par l'objectif d'élargir les frontières et d'acquérir plus de marchés et de ressources productives. Ainsi, en dernière analyse, le protectionnisme et le socialisme national détruisent et sacrifient les réalités nationales elles-mêmes dans

⁸ Tel serait le cas de la partie importante de la Catalogne qui commence à être organisée sous le nom de « Tabarnia » dans le but de rester elle-même en Espagne.



une guerre inévitable de toutes les nations contre toutes les nations. Il est facile de comprendre que les grandes guerres ont toujours été provoquées par le socialisme national et protectionniste et que, en outre, les conflits nationaux que nous connaissons aujourd'hui (dans le Moyen Orient, etc.) disparaîtraient dans un environnement où il existerait un marché commun dans le respect complet de la propriété privée et de la liberté des échanges entre toutes les nations impliquées.

Par rapport à ce principe, la loi économique suivante doit être prise en compte. Toutes choses égales par ailleurs, plus l'Etat auquel une nation est affiliée est petit, plus il est difficile pour lui d'imposer des réglementations protectionnistes et socialistes qui engendrent des conflits et plus il devra accepter le libre-échange. Il en est ainsi parce que plus l'Etat en question est petit plus ses habitants ressentiront l'impossibilité d'accéder aux ressources et aux marchés étrangers s'il n'y a pas une liberté totale du commerce. Et, au contraire, plus l'organisation étatique est grande, tant sur le plan géographique que sur le plan humain, plus il est facile d'organiser l'économie de manière autarcique sans que les citoyens puissent identifier clairement tout ce qu'ils perdent par l'absence du libre-échange. Bien que cette loi économique importante soit de prime abord un argument en faveur de la décentralisation et de l'organisation politique des nations en unités aussi petites que possible⁹, la question reste ouverte de savoir si les libéraux devraient toujours être favorables à la sécession, même dans les cas où il en résulterait des coûts

⁹ Voir, à cet égard, l'intéressant article de Hans-Hermann Hoppe, « Against Centralization », publié dans *Salisbury Review*, juin 1993, p. 26-28. Voir également Murray N. Rothbard, « Nations by Consent: Decomposing the Nation State », *Journal of Libertarian Studies*, vol. II, n. 1, automne 1994, p. 1-10.



importants en ce qui concerne les libertés individuelles¹⁰.

La liberté du commerce n'est pas suffisante s'il n'y a pas une totale *liberté parallèle de l'émigration et de l'immigration* fondée sur des accords volontaires et le respect du Droit. Si la liberté d'émigrer et d'immigrer n'existe pas, d'importantes disparités de revenus peuvent continuellement exister entre groupes sociaux, ce qui provient de l'existence d'un monopole protectionniste sur le marché du travail (constitué, précisément, par les frontières et les réglementations qui empêchent la liberté de l'immigration). En fin de compte, tout cela peut donner lieu à des perturbations importantes et à de la violence entre les différents groupes sociaux. Cependant, la liberté d'émigration et d'immigration doit, à son tour, être soumise à une série de règles et de principes qui l'empêchent d'être utilisée à des fins coercitives et interventionnistes contraires à la libre interaction entre les êtres humains, les groupes sociaux et les nations. Ainsi, l'immigration ne doit pas être subventionnée par un « État-providence ». Les personnes qui migrent doivent le faire à leurs propres frais et risques. Si tel n'est pas le cas, les transferts obligatoires de revenus de certains groupes sociaux aux autres attireront une immigration artificielle comme un aimant et ceci, non seulement mettra en cause les processus de redistribution, mais provoquera, par ailleurs, des conflits sociaux importants. La grande menace pour un « État-providence » que constitue l'immigration est parfaitement compréhensible, comme l'est le fait que l'« État-providence » est le principal responsable de la construction de barrières à l'immigration dans les temps modernes. La seule solution pour la coopération politique entre les nations

¹⁰ L'Écosse et de la Catalogne, relativement et significativement plus socialistes que leurs États centraux respectifs seraient des cas intéressants à analyser.



proviendra, par conséquent, du démantèlement de l'« État-providence » et d'une totale liberté d'immigration¹¹.

En second lieu, la liberté d'immigration ne devrait, en aucune circonstance, impliquer que le vote politique soit rapidement accordé aux immigrés, car cela aboutirait à une exploitation politique par les nationalités impliquées dans les flux d'émigration correspondants. Ceux qui émigrent doivent être conscients de ce qu'ils font en se déplaçant vers un nouvel environnement culturel, où ils pourraient sans doute améliorer leurs conditions de vie, mais cela ne devrait pas leur donner le droit d'utiliser les mécanismes de coercition politique (représentés par le vote démocratique) pour intervenir et modifier les processus spontanés des marchés nationaux où ils entrent. C'est seulement quand, après une longue période de temps, ils sont considérés comme ayant absorbé entièrement les principes culturels de la société qui les a reçus, que l'on peut considérer comme normal l'octroi du droit de vote correspondant¹².

En troisième lieu, les émigrés ou les immigrants doivent être en mesure de démontrer qu'ils adhèrent au groupe social qui les

¹¹ Sur les conséquences bénéfiques de l'accroissement démographique et de l'immigration, voir les travaux de Julian L. Simon, en particulier *Population Matters : People, Resources, Environment and Immigration*, Londres: Transaction Publishers, 1990, ainsi que *The Economic Consequences of Immigration*, Oxford : Basil Blackwell, 1989. Voir aussi mon article « A Libertarian Theory of Free Immigration », *Journal of Libertarian Studies*, Vol. 3, n° 2, été 1998, p. 187-197. Réimprimé dans *The Theory of Dynamic Efficiency*, Routledge, deuxième édition, Londres et New York, 2010, p. 112-119.

¹² Telle est la situation de la majorité de la population de Catalogne et du Pays basque, dont la nationalité est essentiellement d'origine castillane et dont les droits politiques sont indiscutables, puisqu'ils résident dans ces régions depuis des générations depuis que leurs grands-parents ont émigré en masse à la recherche d'un emploi.



reçoit afin de contribuer par leur travail et leur capacité technique ou entrepreneuriale ; en d'autres termes, démontrer qu'ils auront des moyens indépendants de vivre, qu'ils ne seront pas un fardeau pour la charité et qu'ils pourront, en général, se prendre en charge eux-mêmes.

Enfin, et c'est le principe le plus important qui devrait régir l'émigration, les émigrants doivent respecter scrupuleusement le Droit (notamment le Droit pénal) du groupe social qui les reçoit et, en particulier, les droits concernant la propriété privée qui sont en vigueur dans leur nouvelle société. De cette manière, les phénomènes d'occupation massive (comme, par exemple, les *favelas* au Brésil qui ont été construites sur des terres appartenant à des tierces parties) seront évités. Les problèmes les plus visibles provoqués par l'immigration proviennent habituellement du fait qu'il n'y a pas de claire définition préexistante des droits de propriété et/ou pas de défense de ces droits, ce qui signifie que les gens qui arrivent font peser inévitablement un nombre important de coûts à ceux qui sont déjà là, ce qui conduit finalement à des épidémies de xénophobie et de violence avec un coût social élevé. Ces conflits sont réduits au minimum ou même complètement évités précisément dans la mesure où le processus de privatisation de toutes les ressources nationales est bien assuré.

Le quatrième et dernier principe du nationalisme libéral se réfère à la nécessité d'éviter le nationalisme monétaire sous toutes ses formes. Seul un système monétaire international spontané et qui ne peut pas être manipulé par des nationalistes et politiciens (comme l'étalon-or pur classique) pourrait éviter des dévaluations compétitives et mettre une limite au protectionnisme et au national-socialisme dans un environnement chaotique de taux de change flexibles. L'euro – à condition qu'il ne soit pas détruit par les politiques de "quantitative easing" de Mario Draghi et de ses acolytes qui sont importées de la zone dollar – peut agir comme



un substitut d'une telle norme monétaire internationale et discipliner les différents États nationaux de la zone euro en les forçant à mettre en œuvre les réformes nécessaires de libéralisation et d'austérité¹³.

Les avantages économiques et sociaux du nationalisme libéral

Si les principes que nous avons énoncés dans la section précédente sont satisfaits, les idées de nation et de nationalité, loin d'être préjudiciables au processus d'interaction sociale, sont hautement positives d'un point de vue libéral, car elles enrichissent, renforcent et approfondissent le processus spontané et pacifique de la coopération sociale. Ainsi, par exemple, considérons un environnement dans lequel les quatre principes de base mentionnés ci-dessus sont appliqués, en particulier les principes de liberté du commerce et de liberté d'émigration, comme cela est le cas dans l'Union européenne. Il est clair que, dans cet environnement, aucun Etat-nation ne peut adopter seul des mesures interventionnistes ou des mesures de coercition institutionnelle. Et, en même temps, nous voyons comment le nationalisme en Europe peut agir comme une véritable soupape d'échappement à l'égard des forces socialistes et interventionnistes incorporées dans des secteurs importants de « l'eurocratie », telles que celles représentées dans le passé par Jacques Delors et aujourd'hui par Jean-Claude Juncker et autres fanatiques européens. Nous devons nous souvenir que, lorsqu'on est tenté de mettre en place une réglementation plus restrictive ou plus d'impôts dans un certain Etat ou une certaine région, les

¹³ Jesús Huerta de Soto, "An Austrian Defense of the Euro and the current Antideflationist Paranoia," *Atlantic Economic Journal*, vol. 13, n° 1, Mars 2015, p. 5-20.



investissements et les citoyens ont immédiatement tendance à fuir cette zone et à se déplacer vers d'autres États ou nations dotés de règles moins interventionnistes et plus favorables. Le fait que ceux que l'on appelle les libéraux eurosceptiques (au moins depuis Margaret Thatcher) aient défendu le modèle libéral nationaliste contre le centralisme de Bruxelles dans l'Union européenne n'est pas, par conséquent, un caprice ou une contradiction, puisque la concurrence entre nations dans un environnement de libre échange tend à faire que les mesures et les règlements les plus libéraux de chacun d'eux s'étendent et soient appliqués dans les autres nations, par la force de leur concurrence entre elles. En revanche, l'intuition des socialistes et des interventionnistes qui défendent la création d'un État fédéral européen puissant et fortement centralisé à Bruxelles peut maintenant être parfaitement comprise. En fait, aucune mesure interventionniste (dans les domaines du travail, de la fiscalité ou des affaires sociales) ne peut réussir si elle n'est pas imposée simultanément dans tous les États et nations appartenant à l'Union européenne. Par conséquent, les socialistes (nationalistes ou non) n'ont aucun autre choix que de déplacer le centre de gravité des décisions politiques loin des États-nations vers le centre de l'Europe, ce qui donne un nombre croissant de compétences et de prérogatives aux institutions politiques à Bruxelles, au détriment de leurs États-nations respectifs dont le rôle est réduit de plus en plus à une expression minimale. C'est précisément la raison véritable et profonde du Brexit qui peut avoir à moyen et à long terme une influence très saine en augmentant la concurrence institutionnelle et économique, internationale et intra-régionale, à l'extérieur et à l'intérieur du reste de l'Union européenne.

Un autre exemple est celui de l'Espagne elle-même. Il est évident que la liberté du commerce et de l'immigration existe entre les différentes régions et nationalités de l'Espagne. De fait,



la concurrence dans différents domaines a provoqué une certaine déréglementation, dont la progression n'a été freinée que par l'important biais socialiste des différents partis politiques (y compris ceux de la Catalogne), qui sont fortement interventionnistes et centralisateurs. Ainsi plusieurs Communautés Autonomes, sous la houlette des communautés de Madrid, du Pays basque et de la Navarre, ont éliminé les droits de succession (qui étaient d'environ 30 %) auxquels restent soumis les citoyens du reste de l'Espagne (y compris spécialement ceux de la Catalogne). Et à ce jour, près de quatre milles sociétés (y compris certaines des plus importantes) ont fui la Catalogne vers Madrid et d'autres Communautés Autonomes plus libres, sous la menace d'un gouvernement national de la Catalogne très socialiste et séparatiste.

On doit également mentionner le cas de la Navarre et du Pays basque qui, pour des raisons historiques, ont une administration unique et purement locale, qui recueille leurs propres impôts et fournit tous les services publics. En dernière analyse, ce modèle d'« administration entièrement décentralisée » pourrait et devrait être étendu aux autres régions et nationalités de l'Espagne.

Le rôle de l'état dans le nationalisme libéral

Le modèle de la concurrence entre les nations dans un environnement soumis aux quatre principes mentionnés (l'autodétermination, la liberté du commerce, la liberté d'immigration et un système monétaire international tel que l'étalon-or pur classique) devrait être étendu à la fois vers le haut et vers le bas sur l'échelle des différents niveaux de l'organisation de l'Etat. Comme nous l'avons expliqué, au sein d'un modèle de concurrence libérale l'extension de la concurrence *vers le haut* se fait naturellement entre les États-nations membres de l'Union



européenne. La concurrence entre les nations conduira inéluctablement à accroître la libéralisation, en mettant de plus en plus de limites et de difficultés au socialisme réglementaire de Bruxelles. Mais l'application du modèle doit aussi être défendue *vers le bas*, c'est-à-dire en ce qui concerne les régions et les nations qui constituent les différents États de l'Europe. Ce serait le cas, par exemple, avec l'Espagne et le processus des Communautés Autonomes qui, à notre avis, doit aboutir à une *gestion totalement décentralisée* pour chacune des régions et des nations de l'Espagne qui le souhaitent (avec un contenu conforme au modèle plus décentralisé de la communauté de Navarre).

Quel serait par conséquent le rôle de l'Etat dans le système libéral des nationalités concurrentes que nous défendons ? Si l'État doit avoir un rôle quelconque, ce doit être précisément celui de l'incarnation juridique des quatre principes fondamentaux qui permettent la coopération volontaire et pacifique entre les différentes nations. Ainsi, dans le cas de l'Espagne, la Couronne et l'Etat pourront seulement retrouver leur raison d'être s'ils garantissent et mettent en œuvre les principes essentiels du nationalisme libéral, y compris la liberté totale du commerce, des entreprises et de l'émigration, à l'intérieur de chaque région et entre les différentes régions. Et la même chose peut être dite, avec une portée plus large, de la seule raison d'être légitime de l'Union européenne, qui est entièrement conforme à son esprit fondateur initial tel qu'il figure dans le traité de Rome. En outre, le principe selon lequel aucun organisme d'Etat ne devrait avoir des attributions et des compétences qui peuvent être assumées par de plus petits organismes d'État situés plus bas sur l'échelle politique devrait être pleinement appliqué. Cela implique que plus nous montons sur une telle échelle plus les contenus politiques spécifiques des organisations d'État devraient diminuer, avec des compétences qui seraient de plus en plus de nature strictement



juridictionnelle (Cour des droits de l'homme, engagée fondamentalement dans la défense et la garantie des droits de propriété et des principes de liberté d'entreprise et de commerce). Il faudrait aussi ajouter à ces compétences juridictionnelles une sorte de vanne de sécurité supplémentaire, à savoir des compétences concernant l'établissement de limites maximales (jamais minimales) pour les réglementations et la fiscalité qui peuvent être imposées par les organisations politiques inférieures. En bref, la question est d'empêcher les régions décentralisées d'assujettir leurs citoyens en toute impunité malgré l'existence formelle de la liberté du commerce et de la liberté d'immigration entre les différentes zones. Par conséquent, il convient que, en plus des processus spontanés de la concurrence entre les différentes nations qui conduira *naturellement* au démantèlement des mesures interventionnistes, il existe des limites maximales concernant les réglementations et la fiscalité qui sont fixées par les États et les organisations politiques supérieures, de telle façon que seulement une concurrence vers le bas soit autorisée en ce qui concerne les impôts et les réglementations et que les entités décentralisées ne puissent, en aucun cas, dépasser les niveaux maximaux de règlementations et d'impôts précédemment instaurés ¹⁴. Ainsi le processus d'harmonisation légale instauré dans l'Union européenne, en fonction duquel les mesures les plus interventionnistes de chaque pays sont habituellement imposées aux autres pays-membres de l'Union, doit être abandonné et remplacé par un processus de

¹⁴ Par conséquent, cette mission des États, qui relève exclusivement du domaine de la défense des droits de la personne et de la liberté du commerce, est d'interdire, par exemple, les réglementations linguistiques, les limitations d'horaires commerciaux, les droits de succession, et autres mesures d'intervention coercitives qui ont été prises récemment en Catalogne et dans d'autres régions espagnoles et qui, en raison de leur nature particulière, sont moins affectées par les effets bénéfiques de la concurrence interrégionale.



concurrence dans la déréglementation entre les différentes nations, au sujet duquel l'Union européenne jouerait seulement un rôle juridictionnel (protection des droits de la personne et des biens et vigilance à propos de la liberté du commerce et de l'immigration) et, au maximum, établirait seulement des limites à la capacité d'interventionnisme économique, social et fiscal, et aux réglementations de chaque État membre.

Nationalisme libéral versus nationalisme socialiste

Il est donc clair que l'origine des maux actuels qui sont généralement attribués au nationalisme prend naissance dans l'incapacité à appliquer les quatre principes fondamentaux du nationalisme libéral analysés ci-dessus. En d'autres termes, ce nationalisme cesse d'être une force positive pour le processus pacifique de coopération sociale et il devient un lit de semence de conflits et de souffrances, précisément quand il cesse d'être libéral et devient un nationalisme interventionniste ou socialiste¹⁵. Ceci signifie que l'erreur provient du socialisme, de l'interventionnisme et de l'utilisation systématique de la contrainte et non du nationalisme en tant que tel. Bien qu'il faille reconnaître qu'en de nombreuses occasions les interventionnistes et les socialistes recourent à l'idée de nation – en la déformant – pour nourrir et justifier leurs mesures coercitives, il faut parfaitement comprendre que l'origine des problèmes et des conflits est dans le socialisme et l'interventionnisme et non pas

¹⁵ Justement, le problème essentiel du nationalisme et du séparatisme catalans réside dans la grande influence (même majoritaire) que le socialisme et les partis de gauche ont sur lui. Cette influence traditionnelle du socialisme dans le nationalisme catalan, vieille de plus d'un siècle, a ses origines dans le grand nombre de travailleurs émigrés en Catalogne venus travailler dans ses industries ainsi que dans le protectionnisme traditionnellement défendu par les industriels catalans contre la Castille, relativement plus libre de commercer.



dans le nationalisme, en analysant les conflits nationaux au cas par cas. Par exemple, le conflit créé par les gouvernements nationalistes dans le domaine de l'éducation provient du fait que l'enseignement est public, il est financé par les impôts et la décision concernant la langue à utiliser est politique, ce qui conduit à contraindre systématiquement de grands secteurs de la population. Dans un environnement de liberté de l'enseignement (avec des bons d'éducation ou un système similaire qui garantit aux citoyens la liberté de choix), tout l'ensemble éducatif conflictuel créé par les gouvernements nationaux dans le domaine linguistique disparaîtrait complètement. Comme Ludwig von Mises l'a souligné :

« [L]e chemin vers la paix éternelle ne conduit pas à renforcer l'Etat et le pouvoir central, comme le socialisme s'efforce de le faire. Plus est grande la place que l'État prétend prendre dans la vie de l'individu et plus la politique devient importante pour lui, plus il y a de domaines de friction ainsi créés dans les territoires avec une population mixte. *limiter le pouvoir de l'Etat à un minimum, comme le libéralisme l'a toujours recherché, aurait considérablement adouci les antagonismes entre les différentes nations qui vivent côte à côte sur le même territoire. La seule vraie autonomie nationale est la liberté de l'individu par rapport à l'Etat et à la société. L'étatisation de la vie et de l'économie conduit nécessairement à la lutte des nations*¹⁶. »

Est-il possible pour les socialistes nationalistes d'être convertis au nationalisme libéral ?

L'analyse du nationalisme libéral que nous avons faite jusqu'à présent a en outre le mérite de fournir des arguments très puissants pour les défenseurs de l'idéal nationaliste qui jusqu'ici ont mal interprété ses exigences et l'ont exprimé, à un plus ou

¹⁶ Mises, *Nation, State and Economy*, op. at., p. 96.



moins grand degré, par le biais de l'interventionnisme ou du socialisme.

Ainsi, on peut expliquer à un nationaliste qui aime vraiment l'idée de sa nation qu'il y a seulement deux modèles de coopération entre des nations différentes : soit le modèle basé sur le principe de la liberté du commerce et de l'immigration, de l'autodétermination et de l'étalon-or pur classique, comme nous l'avons déjà vu, soit le modèle fondé sur le protectionnisme, l'interventionnisme, le nationalisme monétaire et la coercition systématique. Il est plus facile d'expliquer à n'importe quel nationaliste que le modèle de protectionnisme coercitif (économique, linguistique et culturel) et d'interventionnisme contre d'autres nations est inévitablement voué à l'échec. L'autarcie qui en résulte génère la dynamique de guerre et de destruction qui, en dernière analyse, affaiblit considérablement ou même détruit la nation qu'il cherche à défendre. Le modèle protectionniste des relations entre les différentes nations n'est donc pas du tout viable. La seule solution viable, qui devrait être reconnue par les nationalistes eux-mêmes, est que les nations doivent rivaliser sur un même niveau, fondé sur les idées libérales et les principes de la liberté du commerce et de l'immigration.

Ensuite, en supposant que la liberté du commerce et de l'immigration entre les nations soit acceptée, on peut franchir un pas supplémentaire dans l'argumentation théorique avec les nationalistes, en expliquant que, s'il choisit d'être, dans le cadre de sa propre nation, un interventionniste et un protectionniste nationaliste (autrement dit, plus ou moins un socialiste), ses mesures de réglementation seront vouées à l'échec si elles ne sont pas appliquées simultanément dans toutes les nations avec lesquelles il est en concurrence dans une vaste zone géographique. En d'autres termes, il est absurde d'établir des mesures réglementaires et interventionnistes dans un seul État-



nation (par exemple de l'Union européenne) sans imposer le même interventionnisme, grâce à une directive de Bruxelles, au reste des États-nations et des régions de l'Union. Par conséquent, un nationaliste avec des idées interventionnistes et socialistes, s'il poursuit ses objectifs d'intervention avec persévérance et efficacité, au bout du compte n'aboutira qu'au transfert du centre de gravité des décisions politiques et économiques de la nation qu'il prétend défendre au centre politique de l'État ou de l'organisation politique plus large à laquelle sa propre nation appartient (Madrid ou Bruxelles). Autrement dit, nous nous rendons compte à nouveau que l'intuition socialiste de gens comme Jacques Delors, dans le passé, ou Jean-Claude Juncker et autres euro-fanatiques aujourd'hui est totalement logique quand, en fin de compte, ils cherchent un renforcement continu des pouvoirs de Bruxelles. Mais ce qui semble paradoxal et contradictoire, c'est que de nombreux dirigeants nationalistes ont aussi défendu, au détriment de leurs propres nations, l'expansion des centres de pouvoir étatiques lorsqu'ils ont appliqué des politiques interventionnistes de ce type.

Dans cette perspective, il est facile de comprendre comment une grande partie de la responsabilité pour le centralisme de Madrid est venue du nationalisme catalan lui-même, qui, historiquement, en recherchant et en obtenant des privilèges en sa faveur (de nature protectionniste etc.), n'a jamais évité de venir à Madrid pour faire des « pactes » et obtenir des lois de l'État qui soient obligatoires pour l'ensemble des régions espagnoles, ce qui en fin de compte a augmenté les pouvoirs de la capitale au détriment de la nation qu'elle prétendait défendre¹⁷. Personne

¹⁷ C'est ce qui s'est passé de manière historique lorsque le protectionnisme catalan a été imposé à la Castille partisane du libre-échange ou encore, dans le cas de la promulgation de la loi sur la faillite taillée sur



n'est donc d'avantage responsable historiquement du centralisme de Madrid que les nationalistes catalans (interventionnistes et protectionnistes) à la vue courte¹⁸. Et ce résultat historique paradoxal semble se répéter à l'échelle de l'Union européenne ; les dirigeants des différentes régions et nationalités recourant ingénument à ce niveau de gouvernance en pensant que cela conduira à une réduction de la puissance des État-nations, sans se rendre compte que le renforcement fédéral de l'Union conduit à l'expansion d'un pouvoir centraliste, le pouvoir de Bruxelles, qui peut finalement être bien pire. Ainsi, les nationalistes ingénus, qui défendent l'élargissement de Bruxelles au détriment des État-nations, et les euro-romantiques candides dont l'intuition socialiste conduit à renforcer les pouvoirs de Bruxelles, deviennent d'étranges compagnons de route, sans qu'aucun d'entre eux ne se rende compte que cela se déroule au prix d'un affaiblissement continu de l'idée nationale espagnole et de ses symboles les plus importants, comme celui constitué par la monarchie elle-même, ainsi qu'au prix d'un affaiblissement progressif de l'idéal national au niveau régional (dont les décisions ont de moins en moins d'importance par rapport à celles prises à Bruxelles).

mesure pour répondre aux exigences de la Catalogne suite à la faillite de la Banque de Barcelone, ou plus récemment encore, dans le soutien politique que les socialistes de Catalogne apportent souvent aux différents gouvernements interventionnistes à Madrid au détriment du reste de l'Espagne.

¹⁸ Comme Ludwig von Mises l'a bien montré, « dans un système interventionniste, l'absence de barrières commerciales entre États déplace le centre de gravité politique sur le gouvernement fédéral ». Voir *Omnipotent Gouvernement*, op. cit., p. 268 et suivantes, qui expose les raisons pour lesquelles, du point de vue de la théorie économique, les mesures d'intervention et de socialisation dans un environnement de libre-échange sont toujours préjudiciables aux nations qui constituent l'État et favorisent le centre politique de ce dernier.



Dans ce domaine, comme dans d'autres, nous voyons comment les intérêts erronés et ingénus des nationalistes et des socialistes convergent et endommagent le vrai esprit libéral qui devrait régir les relations pacifiques, harmonieuses et fructueuses entre les différentes nations.

Dans tous les cas, nous ne devons pas renoncer à utiliser des arguments rationnels lorsque nous débattons avec des nationalistes ayant des tendances interventionnistes, car ceux pour qui l'idéal nationaliste l'emporte sur l'idéologie interventionniste ou coercitive peuvent enfin comprendre que ce qui est le plus contraire à l'idée de la nation qu'ils défendent ce sont les politiques interventionnistes dans tous les domaines (économiques, culturels, linguistiques, etc.), à l'égard desquelles, jusqu'à présent, ils se sont déclarés favorables.

Une des explications les plus plausibles du nationalisme interventionniste est peut-être le complexe d'infériorité, la faiblesse et le manque de confiance en soi de nombreuses nations. Et c'est pourquoi précisément les nations subissant la plus grande régression et, par conséquent le plus grand manque de confiance, sont celles qui réagissent le plus violemment contre leur propre destin. En principe, nous pourrions dire que plus est grand l'état de régression d'une nation (ayant été absorbée par d'autres qui sont plus libres, plus riches et plus dynamiques), plus son rôle sera violent (comme en témoigne le cas de la nation basque et, dans une moindre mesure, celui de l'interventionnisme de la nation catalane dans la linguistique et dans d'autres domaines). Une nation qui est sûre d'elle-même, qui croit en son avenir et qui ne craint pas la concurrence au même niveau que celui d'autres pays,



sera un pays dans lequel l'esprit de coopération libéral que nous avons décrit dans cet article prédominera¹⁹.

Conclusion : en faveur d'un nationalisme libéral

La conclusion de l'analyse du nationalisme libéral que nous avons faite dans cet article nous a permis de préciser à quel point la politique des eurosceptiques initiée par Margaret Thatcher à l'égard de l'Union européenne est cohérente et correcte, par opposition à l'enthousiasme naïf des politiciens européens à tendance socialiste. Défendons, par conséquent, les nations situées dans un environnement de liberté du commerce, des marchés et de l'immigration, car il s'agit de la meilleure assurance-vie contre l'interventionnisme, la coercition et le contrôle. De même, faisons-en sorte que les nationalistes à courte vue de chaque État puissent comprendre que tout ce qui n'est pas le développement de l'idéal national dans un climat de totale

¹⁹ « Une nation qui croit en elle-même et en son avenir, une nation qui entend insister sur le sentiment certain que ses membres sont liés les uns aux autres, pas seulement par accident de naissance, mais aussi par la possession commune d'une culture valant avant tout pour chacun d'eux, serait nécessairement capable de rester imperturbable lorsque certains de ses membres passent à d'autres nations ou langues. Un peuple conscient de sa valeur s'abstiendrait de retenir par la force ceux qui voudraient partir et d'intégrer de force dans la communauté nationale ceux qui ne le rejoignaient pas de leur plein gré. Laisser la force d'attraction de sa propre culture faire ses preuves dans la libre concurrence avec d'autres peuples – cela seul est digne d'une nation fière, cela constituerait à lui seul une véritable politique nationale et culturelle. Les moyens du pouvoir et du pouvoir politique n'étaient nullement nécessaires pour cela. » Ludwig von Mises, *Nation, State and Economy*, op. cit., p. 76. Rares ont été les paroles plus chargées en contenu, en courage et en exactitude sur le concept et l'idéal du nationalisme libéral que ces paroles de Ludwig von Mises.



liberté sera en fin de compte préjudiciable à l'idée de nation qu'ils prétendent défendre. Le manque de confiance en soi et la confiance dans la valeur des principes culturels et linguistiques de leur nationalité les amène à imposer par la force des protectionnismes linguistiques, culturels et économiques qui, en dernière analyse, affaiblissent leur propre nation et peuvent mettre en danger le processus de concurrence libéral avec d'autres nations. La nation peut seulement être développée et fortifiée si elle est située dans un environnement de liberté et plus tôt les nationalistes prendront conscience de ces principes essentiels, plus vite ils abandonneront les politiques tragiques qu'ils ont adoptées jusqu'à maintenant, au détriment de leurs propres nations et des autres nations avec lesquelles ils sont contraints de vivre. Le nationalisme libéral n'est pas seulement la conception du nationalisme compatible avec le développement des nations, mais il constitue aussi, pour notre futur, le seul principe de coopération harmonieuse, pacifique et fructueuse entre tous les groupes sociaux²⁰.

²⁰ Ou bien la Catalogne sera libérale, ou bien elle ne sera jamais indépendante. Ce n'est qu'en affirmant sans ambiguïté que le nationalisme socialiste actuel est un « cul de sac » sans avenir que le mouvement séparatiste sera en mesure de convertir la Catalogne en un îlot de liberté ; un modèle qui, contrairement à ce qui se passe actuellement, pourrait attirer un nombre croissant de talents individuels et d'entreprises et qui pourrait même éventuellement devenir un exemple pour le reste du monde.